

*L'Adresse—M. Hnatyshyn*

J'ai l'impression que le premier ministre se retire de plus en plus dans sa tour d'ivoire et que toute cette histoire de réforme constitutionnelle l'obsède. On n'a qu'à voir l'urgence qu'il donne à cette question, l'échéance qu'il a prévue et qu'il a de nouveau réitérée hier pour s'en convaincre. Je crois qu'il est effectivement déterminé à agir dans ce domaine, quelles qu'en soient les conséquences pour le pays, car il est fermement convaincu que c'est à lui seul qu'il appartient de décider quel genre de constitution devrait avoir le Canada.

Je vais montrer le danger que comporte l'attitude affichée par le premier ministre. Le premier ministre est de plus en plus isolé, surtout en ce qui concerne les questions constitutionnelles et les affaires économiques. Il est de plus en plus solitaire, n'écoutant les conseils que de deux ou trois de ses collaborateurs. Il ne consulte plus du tout son cabinet. Ses collègues du cabinet sont devenus inutiles et ne participent plus aux décisions. Nous assistons au Canada à l'effondrement du régime traditionnel de cabinet parlementaire.

En passant, j'ai été stupéfait hier d'entendre le premier ministre dire que les applaudissements venant de notre côté étaient un terrible accroc à la tradition parlementaire britannique. Le premier ministre semble ignorer qu'au Royaume-Uni, les députés n'ont pas de pupitre sur lequel ils peuvent taper. De toute évidence, ce fait lui a échappé. Évidemment, il veut se donner des airs de grand expert avec ses envolées oratoires. Il s'efforce de paraître ou de prétendre être bien informé sur tous les sujets.

Nous avons donc assisté à la ruine du gouvernement ministériel sous la gouverne du premier ministre. Quelles ont été les conséquences de cette ruine? A mon avis, il y a eu quatre conséquences fondamentales. L'un des grands avantages du gouvernement ministériel c'est que sa structure se prête bien à la prise de décision après que tous les principaux points de vue ont été exprimés. La qualité d'une décision dépend de l'ampleur du débat contradictoire qui l'a précédée. Auparavant, quand le cabinet au complet se réunissait pour discuter, il y avait de fortes chances que la plupart des solutions possibles soient envisagées.

Nous assistons actuellement à une action menée unilatéralement par le premier ministre. Il semble avoir fait à la télévision nationale de graves déclarations sur l'avenir économique de notre pays sans avoir au préalable consulté ses collègues du cabinet. Ce fait est prouvé par la surprise démontrée par les membres du cabinet quand on leur a fait part de cette déclaration, ainsi que par les efforts que le ministre des Finances (M. Chrétien) déploie constamment mais vainement depuis quelques mois pour justifier la position adoptée par le gouvernement.

Ayant abandonné l'exercice traditionnel du gouvernement ministériel et adopté cette attitude autoritaire, arrogante, et

[M. Hnatyshyn.]

bornée, il fait fi de l'opinion de ses collègues de cabinet. Les membres de son parti se croisent les bras, ce qui n'est pas à leur honneur, et continuent à vouloir pour chef cet homme qui n'éprouve le besoin de consulter personne.

Il n'est pas nécessaire de spéculer sur la réaction de ses partisans à ses initiatives en matière constitutionnelle. Un de ses partisans de longue date, le sénateur Lang, a souligné ce fait de façon très éloquente au comité mixte sur la Constitution. Il a avoué que les propositions constitutionnelles énoncées dans le bill n'avaient jamais été discutées au caucus avant d'être présentées par le premier ministre à la Chambre. Voilà la façon dont le premier ministre conçoit la consultation, c'est avec ce mépris qu'il traite les députés de l'arrière-ban de son propre parti et ses collègues du cabinet. Il n'est donc pas étonnant qu'ils soient maintenant devenus la risée du monde entier.

● (1222)

Où est donc la direction dont nous avons entendu parler? Où ce grand premier ministre nous conduit-il? A part chicaner et critiquer à tout propos, il lui reste à faire preuve de leadership quand il vient à la Chambre. Il ne donne aucune orientation précise et constructive au pays. Nous n'avons eu droit qu'à un numéro qui n'a fait que le rendre ridicule.

Par le passé, un gouvernement de cabinet devait comporter un cabinet composé d'un certain nombre de ministres capables et résolus ayant la confiance du premier ministre. Tout a changé aujourd'hui. Ce n'est plus un avantage politique, semble-t-il, pour le premier ministre actuel d'avoir au cabinet des ministres forts et capables, mais plutôt un désavantage. De tels hommes semblent contrecarrer les projets et les désirs du premier ministre et de son entourage. Voilà qui explique qu'au cours des trois ou quatre dernières années, on a vu les ministres les plus forts—c'est un terme très relatif quand on parle du gouvernement actuel—quitter les uns après les autres le cabinet. Il est peu rassurant de noter que les ministres les plus en vue qui ont quitté le cabinet étaient responsables des finances et de l'économie de notre pays.

Je me rappelle très clairement qu'un ex-ministre des Finances—je crois que c'était M. Turner—, avait pris ombrage du fait que le premier ministre s'était entouré de son propre groupe d'économistes, le groupe des sept, et qu'il ne tiennait aucun compte de l'avis et des décisions des adjoints du ministre. Voilà le genre de direction que donne cet homme.

Au sein d'une fédération, un ministre fait toujours fonction de représentant régional. Le danger que présente le déclin actuel de l'autorité du cabinet, c'est que de plus en plus les ministres influent de moins en moins sur les décisions importantes qui concernent notre pays. Faut-il s'étonner que le mécontentement dans les régions n'a jamais été plus vif à toute autre époque de notre histoire.